

RAPPORT N° 2024/2-01
au bureau de la Communauté
en séance du jeudi 28 mars 2024

**OBJET : TRAVAUX D'AMELIORATION DES RESEAUX D'EAU POTABLE DE LA VILLE DE SAINTE-SUZANNE –
ATTRIBUTION DU MARCHE DE TRAVAUX**

Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR -

La présente opération vise à répondre aux demandes ponctuelles et non-programmables en travaux d'eau potable sur le territoire de la Ville de Sainte-Suzanne.

Les enjeux portent essentiellement sur :

- Le renforcement et l'extension des réseaux d'eau potable afin d'être en cohérence avec les projets d'aménagement
- Le déplacement des canalisations en domaine privé vers le domaine public ;
- La distribution d'une eau de qualité conforme à la réglementation en vigueur, en toutes circonstances.

Les travaux à réaliser comprennent :

- Les fouilles en tranchée ;
- La pose de canalisations et d'équipements hydromécaniques ;
- Le report des branchements particuliers ;
- La réfection de tranchées et trottoirs.

La procédure de consultation en vue de la passation de ce marché s'est déroulée dans les conditions suivantes :

- Procédure : procédure adaptée (Art. R. 2123-1 du code de la commande publique).
- Marché accord-cadre à bon de commande.
 - Montant Minimum : 100 000,00 € / an. Montant Maximum : 600 000,00 € / an
Soit total mini sur 3 ans = 300 000,00 euros HT et total maxi sur 3 ans = 1 800 000,00 euros HT
- Type de marché : Travaux
- Durée : Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée d'un an. Sauf dénonciation du pouvoir adjudicateur, le marché est reconduit tacitement sans que la durée totale n'excède 3 années. Il reconduit 2 fois pour une durée d'un an. Le Pouvoir Adjudicateur peut refuser la reconduction du contrat, par lettre recommandée avec accusé de réception, 3 mois avant l'expiration de l'année civile en cours. Le titulaire ne peut s'y opposer.
- Date limite de remise des offres fixée au 2 Février 2024 à 12h00.

Il a été procédé à l'ouverture et au recensement des offres suivantes :

CANDIDAT	MONTANT OFFRE € HT
RUNEO/SBCV	Offre de base : 1 672 238,26 €

Après avoir constaté que le candidat avait remis les pièces de candidatures requises et après examen des capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat a été retenu.

Après avoir pris connaissance du rapport d'analyse des offres, il est proposé d'attribuer au prestataire ayant présenté l'offre la plus économiquement avantageuses au vu des critères de jugement fixés au règlement de la consultation (valeur technique 50%, prix 40% et environnementale 10%)

Les dépenses correspondantes seront imputées au budget annexe de l'Eau de la CINOR en section investissement :

Chapitre 23.

Je vous demande par conséquent de bien vouloir :

- approuver les pièces constitutives du marché « Travaux d'amélioration des réseaux d'eau potable de la Ville de Sainte-Suzanne ».

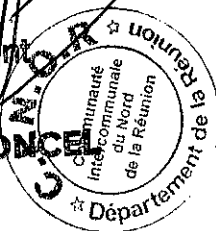
Accusé de réception en préfecture
N° 24-030000000-2024-03-04
Date de télétransmission : 04/04/2024
Date de réception préfecture : 04/04/2024

- D'attribuer le marché de travaux précité ;
- m'autoriser à signer le marché de travaux précité, avec le prestataire retenu et pour le montant ci-après :
 - Groupement Runéo / SBCV – 1 672 238,26 € H.T. ;
- m'autoriser, dans le cas où le(s) attributaire(s) ne serai(en)t pas en mesure de fournir les pièces fiscales et sociales dans le délai fixé, à signer le marché avec le(s) candidat(s) classé(s) après, pour chacun des lots, tel que figurant dans le tableau indiqué ci-avant, à condition que ceux-ci soient en mesure de fournir les pièces fiscales et sociales.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEL

Le Président
Maurice GIRONCEL



**DECISION N°2024/2-01
du bureau de la Communauté
en séance du 28 mars 2024**

**OBJET : TRAVAUX D'AMELIORATION DES RESEAUX D'EAU POTABLE DE LA VILLE DE SAINTE-SUZANNE –
ATTRIBUTION DU MARCHE DE TRAVAUX**

Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR -

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « l'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédent 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liées aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L. 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20240328-BC2024-2-01-DE
Date de télétransmission : 04/04/2024
Date de réception préfecture : 04/04/2024

Sur le RAPPORT n° 2024/2-01 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver les pièces constitutives de ce marché « Travaux d'amélioration des réseaux d'eau potable de la Ville de Sainte-Suzanne ».

ARTICLE 2

D'attribuer le marché de travaux précité.

ARTICLE 3

D'autoriser le Président à signer le marché de travaux précité, avec le prestataire retenu et pour le montant ci-après :

- Groupement Runéo / SBCV – 1 672 238,26 € H.T. ;

ARTICLE 4

D'autoriser le Président, dans le cas où le(s) attributaire(s) ne serai(en)t pas en mesure de fournir les pièces fiscales et sociales, dans le délai fixé, à signer le marché avec le(s) candidat(s) classé(s) après pour chacun des lots tel que figurant dans le tableau indiqué ci-avant, à condition que ceux-ci soient en mesure de fournir les pièces fiscales et sociales.

Nombre de votants : 12 (dont 1 procuration)
Suffrages exprimés : 12
Vote pour : 12
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde 03 AVR 2024

Le Président,
Maurice GIRONCEL

Le Président
Maurice GIRONCEL

Commune Intercommunale
du Nord
de la Réunion
Département de la Réunion

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20240328-BC2024-2-01-DE
Date de télétransmission : 04/04/2024
Date de réception préfecture : 04/04/2024